

contraire, enregistré une augmentation de 46 p. 100 pour celles provenant d'autres régions du monde. (Statistiques officielles du *Commerce Department*).

En visitant la Grenade, une île que je connais bien, j'ai été déçu de ne pas trouver trace des fameux investisseurs et commerçants américains promis par M. Reagan. Grâce à une vaste opération de sauvetage, deux hôtels situés sur la très belle plage de Grand Anse, qui avaient été détruits pendant les combats de l'opération aéroportée de 1983 ont pu être rénovés et transformés, et par la même occasion, on a construit un magnifique hôtel qui satisfait pleinement aux normes de qualité internationales et qui porte bien son nom de Ramada Renaissance. Mais contrairement à ce qu'on pourrait penser, il n'a pas été financé par les Américains; c'est un groupe d'investisseurs de Trinidad qui a entrepris de faire ainsi ce qu'il convient d'appeler un "acte de foi". La nouvelle compagnie aérienne, qui porte fièrement le nom de Grenada Airlines et assure la liaison directe avec New York n'a pas, elle non plus, été financée par des dollars américains. Elle a en fait été fondée par un consortium franco-libanais qui envisage de construire un autre hôtel touristique et de l'associer au Ramada pour accueillir des Américains et des Canadiens dans le cadre de voyages organisés.

Au Belize également, à la bordure occidentale des Caraïbes, j'ai retrouvé ce sentiment de schizophrénie que déclenche la très forte présence américaine dans la région. Manuel Esquivel, le jeune pédagogue dynamique récemment élu à la tête d'un régime conservateur, partage entièrement les convictions de M. Reagan quant aux "effets magiques de la libre-entreprise", mais il n'est pas pour autant disposé à se laisser étouffer par l'emprise américaine. Tout comme son ministre des Affaires étrangères, M. Dean Barrow, il n'apprécie guère que Washington ait trouvé le moyen de nommer quelque 55 diplomates dans la petite capitale belizienne de Belmopan.

En ce qui a trait à l'emprise militaire, le faucon reaganien nommé ambassadeur à Belmopan exerce sur le gouvernement du Belize une pression incessante pour que celui-ci fasse passer de 400 à 800 le nombre de jeunes hommes inscrits aux cours de l'Armée américaine.

Pour contrebalancer l'influence américaine dans son pays, M. Esquivel a récemment décidé d'envoyer six élèves-officiers de l'Armée de terre dans des centres militaires canadiens de formation, même si cette initiative représente pour l'État un important débours.

En Jamaïque, j'ai rencontré M. Edward Seaga, chef du gouvernement conservateur, qui m'a avoué être très déçu du manque d'appui des États-Unis. Au moment de son arrivée au pouvoir il y a cinq ans, le premier ministre s'était fait le champion des politiques économiques de M^{me} Thatcher et de M. Reagan et il avait été récompensé par diverses concessions et une aide de 680 millions de dollars, montant qui a diminué constamment depuis. Les fonds promis dans le cadre de l'Initiative Reagan pour le bassin des Caraïbes n'ont jamais été versés, et les mesures protectionnistes adoptées par Washington au printemps dernier ont eu des conséquences dramatiques pour les principales exportations jamaïcaines, notamment le sucre et les produits textiles. Pendant mon séjour dans ce pays, M. Seaga a donné une conférence de presse au cours de laquelle il a exposé avec force ses griefs envers Washington, pour se rendre ensuite au Parlement répéter en public l'essentiel de son discours.

Le sentiment de déception qui prévaut dans les douze territoires des Caraïbes que j'ai eu l'occasion de visiter est donc un élément important dont il faut tenir compte pour évaluer l'impact du plan de sécurité militaire proposé par M. Reagan. La plupart des premiers ministres de la région (à l'exception de M. Blaize, à la Grenade) considèrent désormais que les efforts acharnés déployés par M. Reagan pour s'assurer leur concours dans sa croisade anti-marxiste pourraient représenter un péril fatal sur le champ de mines qu'est le monde politique.

La première victime de cette situation a été le dirigeant conservateur modéré de la Barbade, M. Bernard St. John, qui avait succédé à Tom Adams, après le décès de celui-ci et avait, comme lui, été étroitement lié au "coup de poing aérien" asséné en 1983 par les parachutistes américains à la Grenade. À la première occasion qu'ils ont eu d'exprimer leur opinion sur cette initiative, les électeurs de la Barbade ont renversé les conservateurs modérés dans un raz-de-marée qui a même coûté à M. St. John son propre siège.

Le premier ministre conservateur de Trinidad, M. George Chambers, a très astucieusement commencé à se distancier des États-Unis, en n'assistant pas au rassemblement organisé en février dernier à la Grenade. Par la suite, lorsqu'au cours de l'été dernier, Washington a invité les troupes antillaises à se joindre aux 300 hommes de la 82^e Division aéroportée pour participer à l'exercice naval "Ocean Venture", le gouvernement de Trinidad a carrément décliné l'offre américaine.

À la surprise générale, le dirigeant de Saint-Vincent, l'entrepreneur et hôtelier James Michell, a adopté la même démarche. En effet, il n'est plus aujourd'hui l'un des acolytes de M. Reagan. Il a dit avoir vécu une expérience traumatisante lorsque, pendant une de ses brèves absences de Saint-Vincent, l'ancien président déchu des Philippines, M. Ferdinand Marcos, en a profité pour faire au premier ministre suppléant une offre spectaculaire: Marcos a en effet proposé au dirigeant de Saint-Vincent la somme de 60 millions de dollars pour pouvoir se réfugier en toute sécurité dans l'une des îles reculées des Grenadines. L'offre a finalement été repoussée.

Lors de mon séjour à Saint-Vincent, j'ai eu l'occasion d'entendre, sur

les ondes de la radio nationale, un compte rendu passionnant de l'affaire, prononcé par M. Mitchell. Les relations de complicité entre M. Reagan et M. Marcos ont alerté les dirigeants des Caraïbes. En effet, même ceux qui gouvernent de petites îles n'aiment guère être perçus comme étant de vulgaires pantins.

Pendant ma visite à Kingston, en Jamaïque, j'ai compris les raisons qui motivaient l'humeur radieuse du socialiste Michael Manley, ancien premier ministre. Les sondages d'opinion venaient en effet d'accorder 62 p. 100 des voix à son Parti national populaire (PNP), contre 35 p. 100 au conservateur Seaga. Se sentant quelque peu redevable aux Américains des bribes d'aide reçues dans le cadre du plan des Caraïbes, M. Seaga avait accepté d'envoyer un semblant de contingent jamaïcain participer à l'exercice aéronaval *Ocean Venture*, organisé au large de la Grenade. Cette décision politique risque de lui avoir été fatale. Un sondage Carl Stone, qui donne en général des résultats très précis, a fait ressortir que la cote de popularité de M. Seaga avait chuté en flèche peu après qu'il eut pris cette décision.

Même si la prochaine élection n'aura lieu que dans deux ans, M. Manley est quasiment certain de remporter la victoire. Il a mis le thème de la sécurité au centre de son principal discours politique prononcé au lendemain de ces événements:

"Dans les Antilles, ce sont les dirigeants politiques néo-colonialistes de la droite radicale qui représentent la plus grave menace pour notre souveraineté; ils semblent en effet ne plus croire à l'indépendance des pays de la région.

"Cette situation est d'autant plus dangereuse qu'elle coïncide avec l'arrivée au pouvoir d'une administration américaine qui ne se gêne pas pour pratiquer une politique agressive d'hégémonie. L'objectif de M. Reagan est d'asseoir la puissance des États-Unis dans cette région en soutenant les régimes politiques qu'il approuve."

Et voilà le comble de l'ironie, la stratégie de M. Reagan aura eu finalement un effet "boomerang", car les six millions d'habitants des Caraïbes anglophones, seraient prêts, s'il le fallait, à élire un gouvernement de gauche pour protéger leur souveraineté et faire valoir leurs convictions nationales. □

